

Enrico Macias avec Sarkozy en Algérie ?

Le chaud soufflera-t-il sur les relations Algéro-Françaises début décembre prochain, à l'occasion de la visite d'Etat en Algérie du président français Nicolas Sarkozy ? Il dépendra de ce que Sarkozy emballera comme propositions dans sa mallette mais aussi des précautions diplomatiques dont il s'entourera pour ne pas attiser de courroux en veille. Or, il semble qu'il se fera accompagner d'Enrico Macias.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le président français, particulièrement besogneux dans ce qu'il entend ériger comme sphère géopolitique à travers son projet d'Union méditerranéenne, sait qu'il lui faudra plus qu'afficher une bonne volonté de coopération s'il veut ne plus avoir à souffrir des prudences légitimes qu'Alger a jusque-là adoptées. Alger, en effet, attend de Sarkozy qu'il aille au-delà de la profession de bonnes intentions, qu'il concède du concret comme il a eu récemment à le faire

pour le Maroc. Les milieux d'affaires français croient savoir que la visite en Algérie de Nicolas Sarkozy sera avant tout sinon davantage fructueuse que son séjour au royaume alaouite.

On parle de contrats juteux qui, globalement, avoisineraient les 4 milliards d'euros, soit environ 1 milliard de plus que ce qui a été récolté au Maroc. Il ne viendrait donc pas les mains vides, cette fois-ci, le président Français ! Les ministres algériens, Zerhouni, Temmar, puis Kheïl, qui se sont rendus

successivement dans l'Hexagone, auront donc agi efficacement. Cependant, s'il ne viendrait pas les mains vides, Nicolas Sarkozy ne viendrait pas également seul. Les cercles médiatiques en France croient savoir qu'il serait accompagné d'une personnalité controversée, en l'occurrence Enrico Macias. L'Elysée, jusqu'à hier, s'est refusé à la moindre déclaration infirmant ou confirmant cette assertion que des médias en ligne, notamment ont balancée.

Mais comme, généralement, il n'y a pas de fumée sans feu, il n'est pas à écarter que Sarkozy se fasse accompagner de Macias. D'autant que le président français prévoirait une virée du côté de la capitale de l'Est, Constantine.

Le consul général de France à Annaba, Gérard Martin a, en tout cas, évoqué de la manière la plus solennelle qui soit ce dépla-

cement à Constantine. «Le président français visitera très probablement la ville de Constantine en fonction de notre proposition, du fait que cette ville est considérée comme la capitale de l'Est et jouit d'un passé historique des plus importants», confiait-il le 7 novembre dernier à un journal algérien. Si Sarkozy a retenu de se rendre à Constantine, il pourrait tout aussi donc réfléchir à faire profiter de cette escale un Macias qui rêve tant de revoir sa ville natale où il vécut son enfance et une partie de sa jeunesse. Enrico Macias devait fouler le sol de sa ville natale en 2000 déjà, après que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika l'eut invité officiellement en décembre 1999.

Ce voyage ainsi que la tournée qu'il avait prévue d'effectuer en 2003 ne se sont pas concrétisés. La raison est qu'une réaction des

plus hostiles à la venue de Macias en Algérie a fusé, à l'instigation de certains segments de la société civile, dont ceux se définissant en tant que famille révolutionnaire. Une hostilité que certains partis finiront par faire leur. D'aucuns se rappellent certainement la virulence mise par un Belkhadem à s'opposer à la venue de Macias. Cette hostilité a eu raison de l'engagement public du président de la République. Et si Macias venait à accompagner Sarkozy en décembre ? L'on se pose déjà la question de savoir quelle réaction elle suscitera. D'abord, au niveau officiel mais aussi parmi les oppositions qui se sont affichées par le passé. Le tout en fait est de savoir si, officiellement, Alger a donné son quitus ou pas. Le reste ne serait qu'enchaînement, dans un sens comme dans l'autre, par le jeu des truchements.

S. A. I.

Belkhadem s'y opposera-t-il de nouveau ?

Le chanteur français d'origine algérienne Enrico Macias est annoncé pour faire partie de la délégation qui accompagnera le président Sarkozy en Algérie dans le cadre d'une visite d'Etat début décembre prochain. Le triste incident de 2000 risque-t-il de se reproduire d'autant plus que celui qui était parmi les principaux opposants à la venue de l'artiste en Algérie est aujourd'hui le numéro deux de l'exécutif ?

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Invité officiellement par le président Bouteflika, Enrico Macias, qui devait animer plusieurs concerts dans le cadre d'une tournée en mars 2000, reporte sa tournée pour des raisons «techniques et logistiques». Celle-ci est ensuite annulée au grand dam de ses milliers d'admirateurs algériens. La montée au créneau des islamistes et autres personnalités dites conservatrices dont l'actuel chef du gouver-

nement avait compromis la venue du chanteur. Les milieux conservateurs et surtout islamistes voyaient dans cette visite, un geste de reconnaissance envers la communauté juive d'Algérie et un nouveau pas dans la normalisation des relations avec l'Etat hébreu. Ces mêmes milieux entretenaient la polémique qui est née une année plus tôt, en 1999, lorsque Abdelaziz Bouteflika avait «osé» rencontrer des responsables

israéliens aux obsèques du roi Hassan II du Maroc. Une rencontre ponctuée par une accolade très amicale du président algérien au Premier ministre israélien de l'époque Ehud Barak, devant les caméras de télévision du monde entier. Un geste de trop qui avait attisé la colère des milieux islamistes et conservateurs. Des imams sont mis à contribution et la campagne anti-Macias battait son plein. Des appels sont lancés pour le boycott des concerts de l'artiste prévus dans plusieurs villes d'Algérie. Dans un entretien à *Jeune Afrique*, Enrico Macias avait affirmé que le président Bouteflika «s'est laissé influencer par les intégristes qui ont fait campagne contre (son) voyage en Algérie». Le chanteur qualifia

cette attitude d'«insulte à (son) endroit ainsi qu'à celui du peuple algérien». «J'en veux aux autorités d'avoir cédé à la pression des intégristes. Bouteflika n'a donc pas tenu son engagement» avait déclaré Enrico Macias avec beaucoup d'amertume et de dépit. Sept ans plus tard, la donne n'a pas vraiment changé. Et si l'information sur la venue de l'enfant de Constantine venait à se confirmer, Abdelaziz Bouteflika céderait-il à nouveau à la pression des islamistes à leur tête son Premier ministre Abdelaziz Belkhadem ? Du haut de son poste de chef de l'exécutif, ce dernier aurait-il la même verve pour s'opposer à cette visite ? Wait and see.

L. M.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT A DEMANDÉ AUX DÉPUTÉS D'ASSUMER LES POSITIONS DU FLN :

«Nous sommes en faveur d'un troisième mandat pour Bouteflika»

Le secrétaire général a instruit, hier, les députés du FLN à se préparer à soutenir un troisième mandat pour Abdelaziz Bouteflika. Pour ce faire, Abdelaziz Belkhadem a, une nouvelle fois, plaidé en faveur de la révision de la Constitution.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le patron du FLN a demandé aux membres de son groupe parlementaire d'assumer «haut et fort» les positions de leur parti. «Je vous le dis encore une fois, nous sommes en faveur d'un troisième mandat pour le président de la République. Il ne faut pas avoir honte de le dire. Nous sommes pour que Abdelaziz Bouteflika assume un autre mandat et pour la révision de la Constitution», a-t-il affirmé, hier matin, à l'occasion d'une rencontre à huis clos avec les élus du FLN. Une rencontre express — un peu plus d'un quart d'heure — consacrée aux consignes de vote pour

l'adoption de la loi de finances. Il a donné instruction à ses députés de multiplier les actions de proximité pour la campagne électorale du 29 novembre et, également, en prévision de la présidentielle de 2009. Troisième mandat et révision constitutionnelle allant l'un avec l'autre, Belkhadem voudrait faire comprendre que les choses pourraient s'accélérer au cours des prochains mois. Reste que sa déclaration d'hier tranche avec celle du concerné, Abdelaziz Bouteflika en l'occurrence.

Dans un entretien accordé à l'agence de presse italienne ANSA, Bouteflika avait laissé planer le doute au sujet des prochaines présidentielles. «(...)Vous voulez m'entraîner dans des spéculations sans intérêt véritable. Je ne m'y prêterai donc pas mais souligne tout de même mon attachement au respect, en toutes circonstances, de la souveraineté du peuple algérien et des modalités démocratiques par lesquelles celle-ci doit s'exprimer», a répondu le

président au journaliste qui l'interrogeait sur son devenir politique après 2009. «Belkhadem a abordé ces questions de Constitution et de mandat pour tenter de prouver qu'il maîtrise la situation et qu'il reste proche du président de la République. On pourrait faire plusieurs lectures de ses déclarations, d'autant plus qu'il s'est adressé au groupe parlementaire du parti. Peut-être voudrait-il étouffer la crise qui secoue le parti en démontrant qu'il reste seul maître à bord ? Je trouve toutefois qu'il a été expéditif. On aurait voulu débattre avec lui de la situation du parti», a expliqué un député FLN qui a requis l'anonymat.

A propos justement de la situation qui prévaut au FLN, Belkhadem a, une fois encore, nié l'existence d'une crise. «Pour lui, ce n'est qu'une série de colères passagères provoquées par des cadres et des militants dans les candidatures n'ont pas été retenues lors des élections législatives et locales. Il nous a également expliqué que certains responsables ciblent le FLN en s'attaquant à sa personne et en créant un mouvement de protestation au sein du parti», a noté notre interlocuteur. Belkhadem a fait part de son irritation vis-à-vis d'un parti politique, en particulier le MSP. Il a demandé aux parlementaires de réagir en conséquence en cas d'éventuelles attaques de la formation de Aboudjerra Soltani. Il a leur a, toutefois, précisé que ces répliques ne devaient pas mettre en danger l'Alliance présidentielle. Notons, enfin, que plusieurs députés FLN n'ont pas pris part à cette réunion bien qu'ils fussent présents à l'APN. Une absence très remarquée pour, semble-t-il, exprimer leur opposition au secrétaire général du FLN.

T. H.

APN

Adoption de la loi de finances et du budget 2008

L'Assemblée populaire nationale a adopté, hier, le projet de loi de finances et du budget de l'année 2008. Le texte a été adopté par la grande majorité des élus de la chambre basse, à l'exception du Parti des travailleurs qui s'est abstenu, et du Rassemblement pour la culture et la démocratie qui a boycotté la séance plénière. Notons que les députés ont rejeté les dispositions du gouvernement prévoyant l'augmentation du prix du gasoil à la pompe et celle propo-

sant le doublement du tarif de la vignette des véhicules de tourisme à carburant diesel. De nombreux amendements introduits par les parlementaires ont également été rejetés, à l'instar de celui relatif à l'autorisation d'importation de véhicules d'importation de moins de trois ans ou encore celui permettant aux importateurs à s'organiser en sociétés avec un capital social minimum de 20 millions de dinars.

T. H.

SITUATION SÉCURITAIRE

À TIZI-OUZOU

Opérations militaires à Aït-Yahia et Bouzeguène

Les populations de Aït-Yahia, commune de Aïn-El-Hammam, une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Tizi-Ouzou, ont été, durant plusieurs heures dans la journée d'hier, les témoins d'une opération militaire impressionnante.

Selon une source locale, c'est une sortie des troupes de l'ANP qui n'avait pas trop l'air de surprendre les citoyens de la région après la réapparition de terroristes dans la région, lundi en milieu d'après-midi, après qu'un groupe de quatre criminels eut tenté de forcer un barrage à Aït-Yahia à bord d'une Peugeot 305 dont a été délesté un citoyen quelques heures plus tôt.

Les terroristes, dont le sang maculait les sièges du véhicule, ont pris la fuite en direction de la forêt avoisinante.

Selon la même source, la première réplique de l'armée eut lieu tout juste après cette tentative des terroristes de forcer le barrage dressé par les militaires tout près de la Maison de l'artisanat d'Aït-Yahia.

Hier, c'était une tout autre opération, autrement plus importante, qui était en cours, au vu des moyens déployés, dont des hélicoptères qui défilaient dans le ciel tizi-ouzéen avant d'aller bombarder la forêt de Laâzib-Ath-Cheikh séparant les villages de Taka et Koukou, selon diverses sources.

En fin de compte, il s'est avéré que, comme le rapportait de nos correspondants, les hélicoptères de l'armée ont étendu le largage des bombes jusqu'aux massifs forestiers de Bouzeguène, un peu plus à l'est, aux lieudits Assif-Nerremane et Assif-Nessahel, Asla et Azaghar.

La même source a également signalé l'interruption, pour ne pas dire l'interdiction, de la circulation sur l'axe Bouzeguène-Sahel, lundi soir, suite à une information faisant état du passage d'une voiture suspecte.

Ce n'est qu'en milieu d'après-midi que le ballet des hélicoptères avait cessé, mais jusqu'en fin de journée pas une source officielle n'a fait état d'un quelconque bilan ou autre information ayant trait à cette opération dont les citoyens des localités concernées ont suivi une partie à partir des terrasses et autres sommets de villages avoisinants vers où parvenaient d'épaisses couches de fumée qui renseignaient sur le degré d'intensité des frappes.

Azedine Maktour